

**ARRET N°018
DU 21/08/2017**

**MATIERE:
COMMERCIALE**

REPUBLIQUE DU NIGER

COUR D'APPEL DE NIAMEY

CHAMBRE COMMERCIALE SPECIALISEE

APPELANT:

**- M.Djibo
MAYAKI
Abdoul-Aziz**

La Cour d'Appel de Niamey, statuant en matière commerciale en son audience publique de vacation du 21(vingt-un) Août deux mil dix-sept, tenue au palais de ladite Cour, a rendu l'arrêt N°018, dont la teneur suit:

INTIMEE :

**-Orabank-Niger
SA**

ENTRE

PRESENTS

**-ABDOULAYE
IDE
PRESIDENT**

- M.Djibo MAYAKI Abdoul-Aziz SA, Opérateur économique demeurant à Niamey, assisté de Maître Moumouni Maman Hachirou et la SCPA BNI, Conseils de l'appelant;

Appelant d'une part;

**-ABDOU IDI
CONSEILLER**

ET

**- Mme DIALLO
RAYANATOU
LOUTOU**

- Orabank-Niger SA, succursale ORABANK Côte d'Ivoire, société anonyme ayant son siège social à Niamey, assisté du cabinet Djermakoye, Avocats à la Cour;

Intimée, d'autre part;

**-M.ALKELAL
ELHADJ HAMI**

**JUGES
CONSULAIRES**

SANS QUE LES PRESENTES QUALITES PUISSENT NUIRE OU PREJUDICIER AUX DROITS ET INTERETS RESPECTIFS DES PARTIES EN CAUSE MAIS AU CONTRAIRE SOUS LES PLUS EXPRESSES RESERVES DE DROIT ET DE FAIT

**ME N'FANA NANA
GREFFIERE**

LA CHAMBRE

EN LA FORME

Attendu que suivant exploit de Me Mahamadou Adamou Barmou huissier de justice à Niamey en date du 12 Février 2016, Mayaki Abdoul Aziz par le biais de son conseil la SCPA BNI, a interjeté appel contre le jugement N°495 rendu par le Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey statuant en matière commerciale dans le litige qui l'oppose à ORABANK SA et, dont le dispositif suit :

- se déclare incompétent
- met les dépens à la charge de la partie opposante
- avis d'appel un mois;

Attendu que Me Hachirou Maman et la SCPA BNI pour le compte de Abdoul Aziz Mayaki Djibo demandent à la Chambre Commerciale spécialisée de recevoir leur appel en la forme comme étant régulier et au fond d'annuler le jugement attaqué pour violation de la loi ; d'évoquer et de statuer à nouveau; de constater dire et juger que la créance dont le recouvrement est poursuivi par Orabank SA n'est ni certaine, ni liquide, ni exigible et en conséquence de débouter Orabank SA de toutes ses demandes, fins et, conclusions et enfin de mettre les dépens à sa charge;

Attendu que l'intimé le Cabinet Djermakoye demande à la Chambre commerciale spécialisée de la Cour de déclarer irrecevable en la forme l'appel dirigé contre Orabank SA comme étant interjeté hors délai et, quant au fond de confirmer purement et simplement le jugement attaqué qu'à l'appui, il invoque la violation de l'article 120, alinéa 3 du code de procédure civile qui dispose que « le délai d'appel des jugements statuant uniquement sur la compétence est de quinze (15) jours à compter du prononcé de la décision, sauf augmentation de délai en raison de la distance».

Que la décision querellée ayant été prononcée le 05 Août 2015 le délai d'appel expirait à la date du 21 Août 2015 à minuit; que l'appelant a attendu le 26 Août 2015 pour faire son appel donc 21 jours après le prononcé ; que dès lors son appel doit être déclaré irrecevable pour forclusion;

Attendu que Me Hachirou Maman a aussi bien dans ses conclusions écrites qu'à la barre relevé que s'ils ont fait appel le 26 Août 2015 cela est dû à l'avertissement erroné donné par le tribunal qui dans sa décision a expressément dit que le délai d'appel est d'un mois; que par ailleurs, le tribunal n'a pas précisé la forme dans laquelle l'appel doit être exercée; que dans ces conditions il est de jurisprudence constante de la cour de cassation que le juge a l'obligation de recevoir le recours exercé même hors délai ; qu'à l'appui il invoque également l'article 2 alinéa 4 de la loi organique n°2004-50 du 22 Juillet 2004, fixant l'organisation et la

compétence des juridictions en République du Niger aux termes duquel « toutes les décisions doivent obligatoirement mentionner l'avertissement donné par le Président de la juridiction aux parties comparantes de leur droit de recours ainsi que du délai et de la forme dans lesquels il peut être exercé. Lorsque l'avertissement n'a pas été donné le recours formé hors délai ou sous une forme irrégulière est déclaré recevable;

Attendu qu'il est constant comme résultant du dossier de la procédure notamment de l'acte d'appel qu'effectivement le sieur Djibo Mayaki Abdoul Aziz a interjeté appel du jugement querellé le 26 Août 2016 alors même que la décision a été prononcée le 05 Août 2015; donc plus de 15 jours après;

Mais attendu qu'il ressort de l'analyse que le jugement attaqué a donné avertissement aux parties de leur droit de faire appel dans un délai d'un (1) mois alors que le délai légal en matière d'appel sur les jugements statuant uniquement sur la compétence est de 15 jours à compter de leur prononcés ; qu'ainsi cet avertissement erroné équivaut à un défaut d'avertissement et mieux le jugement attaqué ne comporte pas la mention relative à la forme dans laquelle l'appel doit être exercée; qu'à partir de ce moment en application de l'article 2 alinéa 4 de la loi organique n°2004-50 du 22 Juillet 2004 fixant l'organisation et la compétence des juridictions en République du Niger et de la jurisprudence constante de la Cour de Cassation l'appel interjeté le 26 Août 2015 par le sieur Djibo Mayaki Abdoul Aziz doit être déclaré recevable bien qu'ayant été fait hors délai;

Attendu par conséquent que cet appel est régulier en la forme et délai prescrit par la loi ; qu'il doit être déclaré recevable;

AU FOND

Attendu que Me Hachimou Maman sollicite l'annulation du jugement querellé pour violation de la loi ; qu'il reproche au jugement attaqué d'une part d'être insuffisamment motivé et d'autre part de contenir des motifs contradictoires;

Qu'il précise que le tribunal s'est autosaisi en matière commerciale alors que le concluant l'a saisi en matière civile, « qu'en saisissant le tribunal civil, la partie opposante a saisi un tribunal incompétent ». Qu'ainsi le jugement attaqué a délibérément dénaturé le contenu de l'exploit d'opposition qui a saisi le tribunal civil adoptant des motifs contraires à ses énonciations;

Qu'enfin, il fait valoir que le tribunal commercial qui s'est autosaisi de la

matière civile ne peut au risque de se contredire affirmer d'une part, que la matière est commerciale d'autant que les parties en litige sont toutes des sociétés commerciales que le litige qui les oppose est né des suites des engagements et transaction commerciales et que, il est non seulement relatif aux actes et effets de commerce mais aussi la créance dont le recouvrement est poursuivi à une origine contractuelle et d'autre part, se déclarer incompétent ;

Attendu qu'au sens de l'article 2 alinéa2 de la loi organique n°2004-50 du 22 Juillet 2004 les arrêts ou jugements à l'exception des décisions au fond des cours d'Assises doivent être motivés à peine de nullité;

Qu'il s'infère de cette disposition que les motifs d'une décision constituent le soutien rationnel de l'argumentation développée par les juges dans les jugements et arrêts ; que les motifs qui soutiennent les jugements et arrêts doivent se suffire à eux même de façon intrinsèque; que la cour de cassation du Niger estime qu'il ya contradiction des motifs lorsque ceux-ci s'annulent réciproquement de sorte qu'il ne subsiste rien au soutien de la décision. C'est le cas lorsque le juge dit une chose et son contraire (Arrêt n°14-053 du 25 Mars 2014);

Qu'en l'espèce, l'on peut déceler une contradiction dans les motifs du jugement querellé lorsqu'il relève alors qu'il est rendu en matière commerciale que les parties en litige sont des sociétés commerciales, que le litige qui les oppose et né des suites des engagements et transactions commerciales ; qu'il est relatif aux actes et effets de commerce et qu'enfin la créance dont le recouvrement est poursuivi a une origine contractuelle ; qu'il s'agit là des critères qui fondent la compétence de la juridiction commerciale conformément à l'article 87 de la loi organique suscitée ; que le jugement querellé dès lors dit une chose et son contraire autrement dit « je suis saisi d'une affaire de ma compétence mais je suis incompétent »; que c'est le tribunal civil qui lorsqu'il est saisi d'une affaire commerciale doit se déclarer incompétent; qu'en outre le tribunal commercial en acceptant de connaître d'une affaire civile s'est auto saisi; que dès lors le premier juge en décidant comme il l'a fait n'a pas sainement appliqué la loi ; que sa décision encourt de ce fait annulation;

Attendu qu'il ya lieu en considération de ce qui précède d'annuler le jugement attaqué, d'évoquer et de statuer à nouveau;

SUR L'EVOCAION

Attendu que le sieur Djibo Mayaki Abdoul Aziz par le biais de son conseil Me Hachirou Maman demande à la chambre commerciale spécialisée de la Cour de déclarer qu'elle n'est pas saisie ; qu'il argue de ce que

dans son exploit d'opposition en date du 20 Avril 2015, il avait saisi le tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey statuant en matière civile ; qu'il fait valoir qu'en droit une juridiction qu'elle quelle soit ne peut s'autosaisir d'une affaire même si celle-ci relève exclusivement de sa compétence;

Attendu qu'il a été décidé plus haut l'annulation du jugement querellé; qu'ainsi l'annulation affecte aussi bien le jugement querellé que tous les actes de procédure dont l'exploit d'opposition à l'origine de la saisine du Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey ; que par ailleurs la Chambre Commerciale spécialisée est saisie par l'acte d'appel du 12 Février 2016 dans lequel l'appelant dit faire appel contre un jugement commerciale; que mieux, l'appelant lui-même demande à la chambre de se déclarer compétente;

Attendu qu'il est de règle que le pouvoir d'évocation permet à la chambre saisie d'une décision qui a statué sur une exception d'incompétence d'évoquer les points de droit non jugés si elle estime qu'il est de bonne justice de régler définitivement l'affaire comme c'est le cas en l'espèce;

Attendu qu'il est constant que Orabank-SA et le sieur Djibo Mayaki Abdoul Aziz ont tous deux la qualité de commerçant, qu'ils sont liés par un contrat de compte courant que dans leur relations ils accomplissent des actes et effets de commerce ; qu'ainsi toutes les conditions sont réunies pour dire que la cause est commerciale et par conséquent relève de la compétence de la Chambre Commerciale;

Attendu que le sieur Djibo Mayaki Abdou Aziz demande à la Cour d'annuler l'ordonnance d'injonction de payer en date du 09 Avril 2015 prise par le Président du Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey, motifs pris de ce que la créance dont le recouvrement est poursuivi n'est ni certaine, ni liquide ni même exigible ; qu'il fait valoir que dans ces conditions qui violent les dispositions de l'article 1^{er} de l'Acte Uniforme portant procédure simplifiée de recouvrement des créances et des voies d'exécution le recours à la procédure d'injonction de payer n'est pas fondé ;

Qu'il précise que s'agissant d'abord du caractère certain de la créance, celle-ci n'est dite certaine que lorsque son existence est incontestable et actuelle ; or dans le cas d'espèce, elle a été déterminée suivant une expertise diligentée de façon unilatérale par Orabank SA et, ce en violation flagrante du principe du contradictoire qui doit gouverner en matière de clôture de compte courant que l'expert a agi à son insu et a

procédé à la réédition de ses comptes alors même qu'il a adressé à la banque une lettre de contestation portant sur plusieurs opérations passées sur le compte N°000519090175 ; qu'il fait remarquer que le compte N°000519030278 A été clôturé le 06 février 2015 avec un solde débiteur de 32.823.546 frs et Orabank SA a notifié l'arrêt du compte avec un solde débiteur identique à celui du 04 février 2013 alors même que plusieurs opérations ont été enregistrées sur ce compte dans la période précitée (soit 2ans 5jours plus tard); que le compte N°000519030175 a pour sa part enregistré plusieurs opérations à son insu ; que ce compte qui était débiteur de 27.574.303 frs à la date du 17 Novembre 2014 du fait d'une opération de débit non autorisée s'était retrouvé débiteur de 41.574.303FCFA ; que mieux BRS et ORABANK ont procédé à des opérations de transfert de compte à compte sans l'accord des titulaires desdits comptes et ont aussi procédé unilatéralement et sans ordre à plusieurs opérations sur ses comptes ; qu'il ajoute que les montants de 79.700.000FCFA et ses accessoires que lui réclame ORABANK sont apparus sur ses comptes les 24 et 28 Novembre 2014 alors qu'ils n'existaient pas au moment du rachat de BRS par ORABANK; que c'est compte tenu de toutes ces irrégularités et anomalies qu'il a adressé une correspondance à ORABANK le 10 Février 2015 lui demandant de bien vouloir procéder à la régularisation de la situation des comptes de manière contradictoire ; qu'il soutient que les comptes sus indiqués n'appartiennent pas à Djibo Abdoul Aziz mais à l'entreprise MIC dont il est le promoteur ; que de ce fait ORABANK tend à semer la confusion entre les patrimoines de Djibo Mayaki et de l'entreprise MIC et ce, en violation du principe universel qui consacre la séparation du patrimoine personnel et celui de l'entreprise personne morale dont il est le gérant ;

Que s'agissant ensuite du caractère liquide de la créance, cette dernière ne l'est que lorsque son montant en argent est connu et déterminé; qu'il indique qu'en l'espèce Orabank SA qui poursuit Djibo Mayaki Abdoul Aziz au lieu de l'entreprise MIC reconnaît que par suite d'une erreur, elle aurait crédité le compte N°000 519 030175 en doublant d'un montant de 39.850.000 frs que des sommes versées par erreur par la banque ne sauraient être considérées comme ayant une source contractuelle en l'absence de toute volonté des parties ; qu'ainsi, il fait valoir que l'existence d'une erreur sur une partie du montant réclamé rend automatiquement ledit montant non liquide;

Que s'agissant enfin du caractère exigible de la créance, il suppose que le titulaire de la créance peut en exiger immédiatement le paiement ;

Qu'en l'espèce, la créance n'est pas exigible non seulement parce que son paiement est demandé à une personne qui n'est pas débiteur mais aussi parce que le montant réclamé provient du solde des comptes

courants non clôturés ; qu'il soutien que lesdits comptes clôturés en principes depuis 2009 ont continué à connaitre des mouvements dont certains ont été passés à son insu; que dans ces conditions une créance non certaine ne saurait être exigible;

Attendu que Orabank-SA par l'organe de son conseil le Cabinet Djermakoye a dans ses conclusions d'appel et à la barre sollicité tout simplement la confirmation du jugement querellé;

Attendu qu'il résulte clairement de l'article 1^{er} de l'acte Uniforme portant procédure simplifiée de recouvrement des créances et des voies d'exécution que la procédure d'injonction de payer ne peut être déclenchée que si la créance dont le recouvrement est poursuivi est certaine, liquide et exigible; que ces trois conditions sont cumulatives de sorte que le défaut d'une seule de ces conditions entraine le rejet de la requête aux fins d'injonction de payer et par delà l'infirmerie de l'ordonnance qui porte condamnation au paiement de la somme réclamée.

Qu'en l'espèce, il n'est pas contesté que le 10 février 2015 en réponse à la notification de l'arrêté de compte et de mise en demeure de Orabank-SA en date du 06 Février 2015 , le sieur Djibo Mayaki Abdoul Aziz a élevé des contestations et a demandé à la banque de bien vouloir procéder à la régularisation de la situation des comptes de manière contradictoire ; que ce fait est corroboré par les dires de l'expert désigné par Orabank-Niger SA qui dans son rapport fait état de contestations par Monsieur Abdoul Aziz Djibo Mayaki ; qu'il précise même que les points de divergence entre les deux parties ont fait l'objet d'une réunion en date du 30 Décembre 2014 en présence de l'Avocat du client le procès-verbal de cette réunion n'a pas été signé par les parties donc faute d'accord;

Qu'il est également constant qu'en dépit du désaccord la banque Orabank a de façon unilatérale commis un expert pour faire la reddition des comptes entre elle et son client ;

Que le sieur Djibo Mayaki Abdul Aziz à soutenu sans être contesté que son compte N° 000 519 030 278 a été clôturé le 04 Février 2013 avec un solde débiteur de 32-823546 frs et le même compte a fait l'objet de clôture le 26 Février 2015 avec un même solde débiteur de 32.823546 frs alors que plusieurs opérations ont été enregistrées sur ce compte dans la période précitée (soit 2ans 5 jours plus tard) ; qu'il ajoute que le compte N°000 519 030175 quant à lui a enregistré plusieurs opérations à son insu ; que ce compte qui était débiteur de 27.574.303 frs à la date du 17 Novembre 2014 s'était retrouvé débiteur de 41.574.303 frs (27.574.303 +14.000.000) du fait d'une opération de débit non autorisée; qu'il soutien également sans être contesté que Orabank SA et BRS ont

procédé à des opérations de transfert de compte à compte sans son accord ; qu'il affirme aussi que le montant de 79.700.000 frs que lui réclame Orabank est apparu sur ses comptes les 24 et 28 novembre 2014 alors qu'il n'existait pas au moment du rachat de BRS par Orabank.

Attendu qu'au vu des difficultés ci-dessus énoncées une expertise contradictoire s'avérerait nécessaire pour faire la reddition des comptes; que c'est d'ailleurs pourquoi en matière de compte courant la CCJA a toujours considéré que lorsqu'il n'est pas clôturé contradictoirement le solde retenu ne répond pas aux critères de l'article 1^{er} de l'acte Uniforme portant procédure simplifiée de recouvrement (Arrêt N°02212009 du 16 Avril 2009 BIAO-cisac/société ivoirienne de groupement et de gestion dite IGG Sarl; RCC-CCJA N°13 ,2009 OHADA J-1069).

Qu'au surplus la créance certaine étant celle qui est incontestable et actuelle, celle dont le recouvrement est poursuivi par Orabank SA est contestable d'abord parce que Orabank SA a procédé aux régularisations de façon unilatérale et ensuite elle n'est pas actuelle; que pour preuve les prétendus doublons de 39.850.000 frs ont été relevés par la banque seulement le 25 Novembre 2014 alors que le double paiement avait été effectué depuis les 24/06/2010 et 31/03/2010. S'agissant des crédits documentaires payés à deux fournisseurs de MIC d'un montant de 79.700.000 frs les dits paiements sont supposés être faits depuis Décembre 2012;

Attendu qu'il est superfétatoire de continuer l'examen des deux autres conditions que sont la liquidité et l'exigibilité d'autant que celle de certitude n'est pas remplie; qu'étant cumulatif le défaut d'une seule de ces conditions suffit pour prononcer l'annulation de l'ordonnance d'injonction de payer;

Attendu qu'il ya lieu de condamner Orabank aux dépens pour avoir succombé.

PAR CES MOTIFS

La chambre Commerciale spécialisée

Statuant publiquement, contradictoirement en matière commerciale et en dernier ressort;

En la forme

- **Reçoit Djibo Mayaki Abdoul Aziz en son appel;**
- **Au fond**
- **Annule le jugement attaqué pour violation de la loi;**
- **Evoque et statue à nouveau ;**

- **Infirme l'ordonnance d'injonction de payer;**
- **Condamne Orabank SA aux dépens.**
- **Aviser les parties de leur droit de se pourvoir en cassation dans un délai d'un (01) mois à compter de la signification de la présente décision par requête au greffe de la Cour./.**

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement par la Chambre Commerciale Spécialisée de la Cour d'Appel de Niamey, les jour, mois et an que dessus.-

Et ont signé : LE PRESIDENT ET LA GREFFIERE.

-Suivent les signatures-

